



Contribution de Jean-Yves FAILLER

[jy.failler@gmail.com](mailto: jy.failler@gmail.com)

POLITIQUE : Assumons ce mot

Nous sommes dans un moment singulier de notre vie personnelle et collective.

Le COVID-19 nous plonge dans une multi-crise qui revêt notamment deux aspects :

- elle nous lie les uns aux autres. Se protéger individuellement protège aussi les autres ; la prudence qu'on s'applique à soi-même a une portée civique
- elle illustre de façon aveuglante les inégalités et les déchirures profondes qui nous divisent : inégalités de salaire et de conditions de travail entre le « back office » comme dit Denis Maillard⁽¹⁾ et les strates moyennes « plus » et supérieures de la société, inégalités d'exposition face aux risques sociaux ; déchirures résultant de l'absence de visibilité et de considération à l'égard de nombreuses catégories sociales, celles qui formaient les bataillons de gilets jaunes ces derniers mois et à qui la crise sanitaire donne une existence sociale trop souvent refusée .

Autre constat : au-delà des remarques ci-dessus pointées par de nombreux observateurs, on note avec surprise et plaisir que beaucoup de nos concitoyens s'efforcent d'agir concrètement, à la mesure de leurs moyens, au bénéfice des autres dans leur ville, leur bourg, leur syndicat et leur association... Pour beaucoup, la résignation n'est donc pas à l'ordre du jour.

De cela, alors que l'on est loin de mesurer l'intensité du choc que le virus provoque et de pouvoir évaluer la totalité des dégâts qu'il laissera derrière lui, de nombreux commentateurs, analystes et experts en tout genre déduisent que « la société » est prête à bouger dès la sortie de crise venue, à accepter les ruptures nécessaires pour qu'elle devienne désirable etc. Admettons...

Nous sommes appelés, voire par certains, convoqués, à sortir d'une période et de ses modèles pour en ouvrir une autre. Dès lors, dans une démarche de mouvement et de progrès, pour sortir de l'impasse dans laquelle nous avons foncé tête baissée, quels seraient les domaines et les enjeux stratégiques qui devraient nous mobiliser, pour lesquels il faudrait chercher, innover pour tracer des perspectives, avancer des propositions qui devront concilier imagination et réalisme, audace et modestie ?

Nombreux sont les pourvoyeurs d'affirmations qui, sur aujourd'hui et demain, nous abreuvent de certitudes et déversent leur prêche pour le plus grand bénéfice de leurs chapelles et officines. Mais qui se soucie de construire une alternative au présent que nous connaissons avec le concours des citoyens pas seulement aficionados et militants de telle ou telle cause ?

Ils l'ont prouvé à maintes reprises, pour peu qu'on leur en donne l'occasion et la possibilité technique et matérielle, les citoyens sont en capacité de répondre à cette question : en matière d'énergie, de développement économique, industriel, agricole, agroalimentaire, de services, de conditions de travail, de numérique, que voulons-nous collectivement pour la société, la France et l'Europe ? Que voulons nous en matière de droits humains, de protection et d'émancipation sociale (logement, santé, éducation/formation, culture...), d'environnement, de cadre de vie, d'organisation urbaine, de sécurité, de nouvelles pratiques du pouvoir, de répartition des rôles et des missions entre l'État, les collectivités locales et l'Europe à des fins de protection, de régulation, d'émancipation ?

Les Conseils de développement des agglomérations ont toute légitimité pour porter une démarche permettant aux citoyens d'exprimer leurs attentes sur ces sujets ne concernant pas seulement leur périmètre. Et pourquoi ne pas imaginer ce vaste débat sur le nouveau modèle à bâtir dans le cadre d'une action collective nationale coordonnée par la coordination nationale des Conseils et impliquant les Conseils de développement français volontaires pour s'y inscrire ?

On voit le chômage et la précarité, la démocratie kidnappée par les lobbies, on entend les cris d'alarme des scientifiques et des experts, on voit des milliers de personnes se mobiliser pour la prise en charge de nombreuses transformations, des élus investis dans des démarches participatives... Mais sans prolongement politique, aucune transformation, aucun engagement, aucune espérance ne suffira pour enrayer, voire seulement infléchir, durablement le cours des choses dans aucun domaine.

Politique ! Assumons ce mot. Sans prolongement politique, aucun projet nouveau ne rétablira la promesse républicaine et les valeurs sociales, écologiques, solidaires, entrepreneuriales actuellement otages d'un libéralisme qui se dit progressiste et d'un national-populisme qui se revendique patriote.

Politique, assumons ce mot pour que la promesse du monde d'après crise ne soit pas une vaste farce.

⁽¹⁾ Denis Maillard, auteur de « Une colère française » (éditions de l'Observatoire), a été l'invité du Conseil de développement le 2 octobre dernier. On peut retrouver son intervention [ici](#)